



Centre & Poitou-Charentes

Des RESSOURCES pour agir

Centre de ressources  
interrégional des acteurs  
de la politique de la ville et  
du développement territorial

# Rapport d'activité 2009

## Assemblée générale ordinaire du 23 avril 2010

Ce rapport d'activité de l'année 2009 a été adopté par l'assemblée générale du 23 avril 2010.



# SOMMAIRE

## 1<sup>re</sup> partie

---

<b>VILLES AU CARRE EN 2009</b> .....	page 4
--------------------------------------	--------

## 2<sup>e</sup> partie

---

<b>PROGRAMME 2009</b> .....	page 11
<b>LE BILAN QUALITATIF DES ACTIONS DE VILLES AU CARRE</b> .....	page 12
<b>LE BILAN QUANTITATIF DES ACTIONS DE VILLES AU CARRE</b> .....	page 32
<b>CONCLUSION</b> .....	page 35

## Villes au Carré en 2009

<b>Présentation</b> .....	p.4
<b>L'équipe de Villes au Carré</b> .....	p.5
<b>Partenariats</b> .....	p.6
<i>1. Avec les universités</i> .....	p.6
<u>1.a. Les experts</u>	
<u>1.b. Les étudiants</u>	
<u>1.c. Les formations et emplois</u>	
<i>2. Les adhésions des villes et des communautés</i> .....	p.7
<i>3. Le réseau national des centres de ressources</i> .....	p.8

## PRESENTATION

---

Villes au Carré est un centre de ressources des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial des régions Centre et Poitou-Charentes, créé en 2007 sous forme associative. Il est le 16<sup>e</sup> centre au sein du réseau national des centres de ressources politique de la ville.

**Villes au Carré favorise le croisement des différents réseaux de compétences** pour répondre aux enjeux de dimension transversale des projets de territoires.

Son conseil d'administration est composé de **4 collèges** :

- collège des **élus** des villes et communautés adhérentes
- collège des **institutions**
- collège des **universitaires** et **experts**
- collège des **professionnels**, des **associations** et des **personnes qualifiées**

L'association interrégionale est financée par l'État, les conseils régionaux, la caisse des dépôts, et l'adhésion de collectivités locales ou établissements publics et de quelques associations ou professionnels.

## Missions

- **Qualifier les acteurs** par des échanges thématiques : *rencontres, ateliers, groupes de travail...*
- **Développer des réseaux de compétences**
- **Capitaliser des savoirs** issus de l'expérience
- **Faciliter le débat** entre chercheurs et praticiens, avec l'appui des universités de Tours, Orléans, Poitiers et La Rochelle
- **Gérer les ressources** et diffuser les informations

## Publics

Les acteurs de la politique de la ville et du développement territorial des régions Centre et Poitou-Charentes : *services de l'État régionaux et départementaux, collectivités territoriales (élus et professionnels), EPCI, bailleurs, institutions, associations, opérateurs publics ou privés...*

## Outils en ligne

- **Un site internet** sur l'activité de Villes au Carré avec la mise en ligne des travaux et une rubrique proposant des offres d'emplois, de stages et des formations
- **Un blog d'actualités** spécialisées :
  - *Les brèves de Villes au Carré*
- **Des fiches d'expériences**
- **Une bibliothèque en ligne** sur la cohésion sociale et territoriale : *CoSoTer*

**2009 est la date de sortie de l'association de préfiguration par décision unanime de l'assemblée générale du 19 février. Cette décision a été la reconnaissance par les partenaires fondateurs du travail accompli depuis le lancement en octobre 2007.**

## L'ÉQUIPE DE VILLES AU CARRÉ

---

Elle est maintenant composée de six personnes, sur une durée équivalente à 5 temps plein : une directrice (fondatrice), une assistante qui est arrivée début janvier en remplacement de la précédente, une chargée de mission un chargé de communication, un ingénieur documentation à mi-temps (mis à disposition par l'université de Tours et la MSH) et une apprentie, étudiante du master management des territoires à Tours (mi-temps de septembre 2009 à août 2010).

### **2009 est la première année de fonctionnement complet de l'équipe.**

L'étude de faisabilité avait prévu que l'équipe serait composée de 5 postes : directeur, assistante, deux chargés de mission, un documentaliste.

Mais les fonctions de ces postes ont été revues : le poste d'assistance requiert de vraies compétences de responsable administrative et comptable, un poste de chargé de communication a été créé sur les compétences de communication-webmestre pour assurer une valorisation des travaux dans des délais et des coûts très maîtrisés. Le mi-temps de documentation est très orienté sur l'ingénierie et a permis de construire une base documentaire partagée, au bénéfice conjoint des centres de ressources *Pays et Quartier d'Aquitaine* et *Ressources et Territoires*. (Cf. Page13)

Toute l'équipe est très mobilisée, et travaille par projets (chaque action est un projet), de manière très collective, même à distance, grâce aux nouvelles techniques de communication (applications Google, Dropbox, Skype...).

Elle est en lien régulier avec le bureau par mail, et plus directement avec le président et la trésorière pour la gestion quotidienne.

La comptabilité est externalisée au cabinet In Extenso (bulletins de salaires, passation des écritures, bilan comptable et analyse des comptes) ce qui garantit un contrôle continu... et un suivi régulier de la trésorerie.

Un commissaire aux comptes, cabinet RMA, est nommé par le Conseil d'administration pour contrôler la bonne exécution des conventions et la régularité des comptes.



## PARTENARIATS

---

Les changements d'interlocuteurs nécessitent de nouveaux contacts réguliers et de réexpliquer le projet de Villes au Carré pour le faire partager. Mais c'est plus facile maintenant qu'il y a un peu de recul pour s'appuyer sur ce qui a déjà été fait.

### 1. Avec les universités

#### 1.a - Les experts

**Les quatre universités sont représentées par 6 enseignants dans un collège d'experts au sein du conseil d'administration.**

Plusieurs contacts ont été pris avec des enseignants-chercheurs engagés sur les thématiques. Un tableau par université est en cours pour repérer les personnes ressources et les sujets de travail. Il sera finalisé pour l'assemblée générale.

Il va aider à orienter le programme d'actions des prochaines années en s'appuyant sur ces ressources locales. Ce recensement fait apparaître de très nombreuses compétences mobilisables sur les politiques urbaines.

L'appui des universités intéresse beaucoup les collectivités locales.

**Villes au Carré apporte une plus-value de mise en lien et de valorisation des travaux de la recherche auprès des professionnels et des élus et peut faire émerger des sujets stratégiques. Réciproquement Villes au Carré est une ouverture pour les enseignants et les étudiants pour trouver des terrains d'études localement.**

#### 1.b - Les étudiants

Les journées de Villes au Carré sont ouvertes aux étudiants.

Villes au Carré accueille des apprentis ou de stagiaires pour les aider dans leur insertion professionnelle.

En 2009, Villes au Carré a accueilli 8 étudiants en stage :

- deux étudiants du Master d'évaluation des politiques publiques de Tours : sur les Ateliers Santé Ville et sur la Gestion Urbaine de Proximité.
- cinq étudiantes en DEIS de l'ITS de Tours sur les programmes de réussite éducative.
- une étudiante en management des territoires à Tours sur les clauses d'insertion, qui a prolongé son stage par un contrat d'apprentissage (2009-2010)

#### 1.c - Les formations et emplois

Des pages sur le site internet référence les formations locales sur la politique de la ville et le développement local. Une bourse aux emplois et aux stages est ouverte et plutôt bien consultée.

Chiffres de fréquentation (du 26.02.09 au 31.12.09) :

Pages	Nombre de consultations	Nombre de visiteurs uniques
Emploi et stages	1243	918
Formations locales	115	87

Ce partenariat avec les universités prendra une nouvelle épaisseur en 2010, notamment à travers la question des villes petites et moyennes.

## 2. Les adhésions des villes et des communautés

Les collectivités adhérentes sont représentées dans un **collège des élus** au sein du conseil d'administration. L'adhésion leur permet de bénéficier des actions de l'association. Le premier appel à cotisation auprès de villes et des communautés a été lancé en 2009.

En fin d'année, 11 villes sont adhérentes directement, 171 par le biais des 12 communautés adhérentes. Soit 182 villes de 200 à 140 500 habitants.

Les villes qui font partie d'une communauté bénéficient de fait de l'adhésion de l'EPCI.

Le nombre des adhésions montre que le projet de Villes au Carré répond bien aux besoins des collectivités et qu'une forte attente d'appui à l'ingénierie est exprimée.

La carte des adhésions montre la diversité des situations. Villes au Carré est ainsi soutenu par des villes ayant des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des villes petites ou moyennes.

Pour mémoire la superficie des deux régions est équivalente à 2,5 fois la taille de la Belgique. Il faut 5h pour aller en voiture de Dreux à Rochefort.

### Villes et communautés adhérentes en régions Centre et Poitou-Charentes en 2009



### 3. Le réseau national des centres de ressources

## CENTRES DE RESSOURCES > Réseau POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE < national

Pour la deuxième année, Villes au Carré contribue activement à la consolidation du réseau national en portant techniquement et financièrement la mission sur la coopération par les NTIC, en copilotage avec l'IREV.

Elle a permis :

- de créer un blog pour le réseau sur la mission de coopération,
- des formations à distance sur l'usage des NTIC (tutoriels réalisés par Vianney Barbin, chargé de communication, avec l'appui de Jean-Louis Schaff, cabinet Aska, qui seront réutilisables pour les acteurs de Villes au Carré),
- des diagnostics informatiques dans 4 centres (PQA, PACA, EPI et CRDSU),
- et le lancement de groupes de travail pour coopérer sur la veille par sujets.

Villes au Carré a été sollicité (avec deux autres centres) pour une audition dans le cadre d'une mission demandée par Bercy et confiée à Monsieur Amidey sur la fonction ressource de la politique de la ville : *Comment le financement national (SGCIV) des centres ressources se justifie au regard de la plus-value consolidée qui peut alimenter en « retour sur investissement » le niveau national ?*

M. Amidey a considéré que la démarche renforcée du réseau des centres de ressources, pour laquelle Villes au Carré est très investi, est un paramètre déterminant pour la poursuite du soutien du niveau national. L'expérience de base documentaire partagée, accessible par internet, est vivement encouragée. (Cf. page 11)

Ce rapport n'a pas encore été publié.



## PROGRAMME 2009 DES ACTIONS COLLECTIVES DE VILLES AU CARRE

<b>Janvier 09</b>
Réseau des ateliers santé ville du Centre (Orléans)
Réunion des élus politique de la ville d'Aire 198 (Angoulême)
Les adultes-relais : vers la reconnaissance du métier de médiateur des villes ? (Poitiers)
<b>Février 09</b>
1 <sup>ère</sup> réunion sur l'utilité sociale de la création d'activité par les publics fragiles (Orléans)
<b>Assemblée générale ordinaire mixte (Tours)</b> Point d'actualité sur la politique de la ville par M. Masurel (DIV) Réunion NTIC
<b>Mars 09</b>
2 <sup>ème</sup> réunion sur l'utilité sociale de la création d'activité par les publics fragiles (Orléans)
CUCS : Echanges sur le livre vert avec les chefs de projets ville ou agglo, perspectives de travail (Tours + réunion téléphonique)
Réseau rénovation urbaine : GUP (Tours)
Diversité et égalité des chances dans les fonctions publiques (Tours)
<b>Avril 09</b>
Santé : réunion interrégionale des ASV
Rencontre du SGAR Centre sur la politique de la ville avec les services de l'État
Réunion d'Aire 198 élargie aux collectivités du Poitou-Charentes sur la concertation du « livre vert » (Poitiers)
3 <sup>ème</sup> réunion sur l'utilité sociale de la création d'activité par les publics fragiles (Orléans) : reportée
Evaluation des CUCS –cahier des charges (Tours)
<b>Mai 09</b>
Atelier de l'évaluation – Optimiser les tableaux de bord des actions / des thématiques du CUCS (Tours) – Passer du <i>quant</i> au <i>quali</i>
<b>Juin 09</b>
Lancement d'une recherche-action sur l'usage des NTIC dans un réseau de professionnels (Poitiers) – « Focus-group NTIC»
Atelier de l'évaluation sur la thématique de l'éducation – Comment évaluer les parcours dans la réussite éducative (Tours)
Atelier de l'observation – Observation de la situation des quartiers en politique de la ville (I) (Poitiers)
<b>Juillet 09</b>
Visite du PRU d'Auxerre : la prise en compte du développement durable et la participation des habitants (élus)
<b>Septembre 09</b>
Adultes-relais en région Centre : vers la reconnaissance du métier de médiateur des villes (Orléans)
L'évaluation des PRU, à partir de l'exemple de Châteauroux – Zoom : la participation des habitants (Châteauroux)
Colloque sur les délaissés temporaires – Rénovation urbaine (Blois)

<b>Octobre 09</b>	
<b>13</b>	La nouvelle gouvernance locale de la politique de la ville (Orléans)
<b>22</b>	Atelier de l'observation – Observation de la situation des quartiers en politique de la ville (II) (Poitiers)
<b>Novembre 09</b>	
<b>19</b>	Forum des villes moyennes de Salbris : Favoriser les créations d'activité dans les quartiers de la politique de la ville et en milieu rural (Salbris)
<b>26</b>	Tirer les enseignements de l'évaluation des CUCS (Tours) : <ul style="list-style-type: none"><li>- La conduite du dispositif de changement par la logique d'action</li><li>- Comment communiquer sur les résultats de l'évaluation ?</li></ul>
<b>27</b>	Lancement d'un groupe de travail avec des chercheurs, pour préparer un état de la question des villes moyennes (Tours)
<b>Décembre 09</b>	

## 2<sup>e</sup> partie

### LE BILAN QUALITATIF DES ACTIONS DE VILLES AU CARRÉ

<b><u>Les outils de connaissances et d'informations</u></b> .....	page 12
1- <i>Le site internet</i> .....	page 12
2- <i>La base documentaire mutualisée CoSoTer</i> .....	page 13
3- <i>Les informations ciblées ou à la demande</i> .....	page 16
<b><u>Les actions collectives</u></b> .....	page 17
1- <i>Colloques</i> .....	page 17
2- <i>États des lieux des dispositifs de la politique de la ville</i> .....	page 21
3- <i>Visite de terrain</i> .....	page 25
4- <i>Ateliers de l'évaluation</i> .....	page 26
5- <i>Ateliers de l'observation</i> .....	page 30
6- <i>Recherche-action sur les NTIC</i> .....	page 31
7- <i>Contribution à la concertation sur l'évaluation de la politique de la ville</i> .....	page 31

### LE BILAN QUANTITATIF DES ACTIONS DE VILLES AU CARRÉ

<b><u>I- Actions</u></b> .....	page 32
<b><u>II- Site internet</u></b> .....	page 33

## 1-Le site internet : <http://www.villesaucarre.org>

Le site internet de Villes au Carré s'étoffe, il est très bien référencé (notamment depuis google).

Les statistiques révèlent une bonne progression de la fréquentation du site depuis son lancement pour une moyenne de plus de 50 connexions par jour (Cf. page 31)

The screenshot shows the website interface with several callout boxes:

- Présentation du CDR, du CA et de ses partenaires**: Points to the header area containing the logo and contact information.
- Actualités et rendez-vous de la politique de la ville**: Points to the 'ACTUALITÉS' and 'AGENDA' sections.
- Les actions du CDR et leur restitution**: Points to the 'THÉMATIQUES D'ACTION' sidebar menu.
- Accès à COSOTER, base documentaire mutualisée**: Points to the 'RESSOURCES' section.
- Offres d'emplois/stages mises à jour régulièrement. Référencement de formations locales sur la politique de la ville**: Points to the 'OFFRES D'EMPLOIS ET FORMATIONS' section.
- Possibilité de s'inscrire aux flux RSS pour être au courant des dernières informations publiées sur le site**: Points to the RSS icon in the footer.

The website content includes a navigation menu on the left, a main banner with a photo of a busy street, a 'Meilleurs vœux pour l'année 2010 !' message, and two columns of news and agenda items.

Mais les rubriques « Actualités » et « Agendas » ont été sous dimensionnées, et une solution complémentaire est cherchée sous forme de blog associé (objectif 2010).

## 2- La base de documentation mutualisée CoSoTer (Cohésion Sociale et Territoriale)

La base documentaire partagée avec Pays et Quartiers d'Aquitaine et Ressources et Territoires est opérationnelle et accessible depuis internet : <http://cosoter-ressources.info/opac/>

### **Note de présentation du projet de mutualisation**

#### **Création d'une base de données documentaire commune aux centres de ressources Pays et Quartiers d'Aquitaine, Ressources & Territoires et Villes au Carré**

##### **Origine, objet et objectifs du projet**

*Pays et Quartiers d'Aquitaine et Ressources & Territoires, créés tous deux en 2002, ont développé, chacun de leur côté, un fonds documentaire spécialisé sur le champ du Développement Social Urbain. Pays et Quartiers d'Aquitaine a par ailleurs développé un fonds relatif au Développement rural et aux questions européennes, du fait de son périmètre d'intervention particulier, tandis que Ressources & Territoires développe deux fonds plus spécifiques consacrés à l'Accès aux savoirs de base et à la Prévention-Sécurité, du fait de l'élargissement récent de son activité.*

*Les deux centres de ressources ont développé chacun des bases de données documentaires propres à leur structure pour faciliter l'enregistrement et l'accès à leur documentation.*

*Par ailleurs, Villes au Carré, créé en 2008, souhaitait de son côté s'appuyer sur l'expérience des autres centres pour développer son système documentaire et a commencé à constituer un fonds principalement numérique.*

*Suite aux travaux menés dans le cadre du réseau national des centres de ressources Politique de la ville sur la mutualisation de leurs activités documentaires, Pays et Quartiers d'Aquitaine, Ressources & Territoires et Villes au Carré ont décidé de s'associer pour créer une base documentaire commune. Ce projet poursuit différents objectifs :*

- *partager le travail d'indexation, et par là libérer du temps pour exercer des tâches documentaires à plus forte valeur ajoutée*
- *échanger et coopérer de manière plus soutenue, et par là favoriser la qualification des professionnels de l'information-documentation*
- *améliorer les services rendus aux usagers : en leur offrant des bases documentaires aux contenus élargis / en développant l'accès aux documents numériques / en développant un système de DSI*
- *partager les « coûts » liés à la gestion d'un outil documentaire*

##### **Modalités d'organisation**

*Le projet est formalisé dans le cadre d'une **convention tripartite** qui indique les engagements et responsabilités de chacun des centres et décrit les modalités de mise en oeuvre opérationnelle du projet.*

*PQA porte le contrat global de prestation auprès de PMB Services. Il refacture les prestations aux 2 autres centres à parts égales.*

Un comité de pilotage, composé des directeurs et des chargés d'information-documentation des trois centres de ressources, décide des objectifs et du cadrage du projet. Il veille à son bon déroulement, juridique, financier et opérationnel.

Une équipe-projet a été mise en place, composée des trois chargés d'information-documentation des centres de ressources, pour assurer la mise en oeuvre opérationnelle du projet.

Villes au Carré assure la coordination technique du projet ; il assure le relais technique entre les trois centres de ressources et la société PMB Services.

### **Déroulement du projet de mutualisation**

- 1/** Dans une première phase, le projet a consisté en la mise en place technique et au paramétrage de l'outil documentaire. Les chargés d'info-doc ont par ailleurs suivi une formation commune à l'administration et à l'alimentation du logiciel.

Le choix s'est porté sur le **logiciel documentaire PMB**, développé par la société PMB Services ([www.sigb.net](http://www.sigb.net)), déjà utilisé par PQA et R&T, et choisi par Villes au Carré, pour des raisons d'ergonomie, de simplicité, de performance et de qualité professionnelle du prestataire.

Il s'est agi de définir quels étaient les champs d'indexation commun, et quels pouvaient être les champs d'indexation spécifiques.

- 2/** La deuxième phase a consisté en l'intégration des données de R&T dans la base commune PMB, à la réalisation de travaux de réindexation, de conversion et de nettoyage des données, et de suppression des doublons. Ce gros travail, essentiel pour disposer d'une base exploitable par nos usagers, a mobilisé les 3 chargés d'info-doc.

L'outil commun d'indexation choisi est le thésaurus du réseau national « Politique de la ville ».

Pour ce qui est des langages spécifiques, les centres de ressources continueront le cas échéant à les développer et à les partager, en veillant à leur articulation avec le thésaurus principal.

- 3/** La troisième phase a consisté en la mise en service de la base (période de test). Il s'est agi d'élaborer un **protocole commun d'indexation** (règles d'enregistrement communes), afin d'assurer l'homogénéité et la qualité des notices.

- 4/** La quatrième phase a consisté au déloiement d'une première version graphique de l'OPAC (il s'agit de la page d'accueil de la base visible par les internautes), qui a nécessité de choisir un **nom de domaine commun** ([www.cosoter-ressources.info](http://www.cosoter-ressources.info)).

Cela a également nécessité de déterminer quelles étaient les **modalités d'accès à la base documentaire**. Il a été ainsi décidé de :

- > laisser libre l'accès aux références d'ouvrages et de documents "publics", qui permet à nos usagers d'identifier les documents "de base" disponibles dans nos fonds documentaires respectifs.
- > de donner accès, cette fois à des catégories restreintes d'usagers (chefs de projet, partenaires), à des documents de littérature grise, à diffusion restreinte (études confidentielles, diagnostics, documents contractuels etc), aux versions numériques des documents, voire aux synthèses que l'on peut en faire.

- 5/** La cinquième phase consistera à définir les **modalités de communication** et de valorisation de l'outil en direction de nos usagers.

### **Conclusion et perspectives**

*Même si aujourd'hui le projet est encore en cours de construction, PQA, R&T et Villes au Carré disposent aujourd'hui d'un outil performant qui permet d'ores et déjà d'alléger et de faciliter le travail d'indexation.*

*Ce projet a initié une dynamique de travail coopératif et partagé. En obligeant les équipes à échanger et travailler ensemble régulièrement, les pratiques sont réinterrogées. Chaque chargé d'information-documentation se qualifie mutuellement et s'améliore globalement, afin de proposer aux usagers des services documentaires de qualité.*

*À ce stade du projet, le projet ouvre de nouvelles perspectives de partage et de mutualisation :*

- *au niveau des équipes : en ouvrant l'utilisation de la base PMB à l'ensemble des membres des équipes (interrogation / alimentation)*
- *entre CDR : en réfléchissant sur le partage de la veille et la collecte proprement dites (acquisitions, sources, thématiques)*

*Plus globalement, cette problématique met en lumière un chantier à mener : celui des services à valeur ajoutée proposés aux usagers.*

#### **La valeur ajoutée des centres de ressources peut résider :**

- *dans l'accueil et le conseil personnalisés (services questions-réponses)*
- *dans la sélectivité et la personnalisation des ressources diffusées (DSI)*
- *dans le travail de synthèse et d'analyse de ces ressources*
- *dans l'élaboration de produits d'information-documentation pertinents (bibliographies sélectives et analytiques, dossiers ressources...)*

*Pays et Quartiers Aquitaine, Ressources et Territoire et Villes au Carré sont aujourd'hui prêts pour renforcer la dynamique de réseau, qui a l'ambition de se développer, par la participation de nouveaux centres de ressources qui sont prêts à intégrer le projet. Ce sera la sixième phase.*

*Source : Note de présentation du projet de mutualisation, par Stéphane Denjean (PQA), Jenny Collin (R&T) et Jacques Quentin (Villes au Carré)*

<b>Point sur la Documentation</b>	<b>31-déc.-09</b>
Total des notices présentes sur la base mutualisée	5059
<b>Total des notices Villes au Carré</b>	<b>129</b>
<i>Dont notices Villes au Carré en documents numérique</i>	<b>98</b>
<b>Nombre d'exemplaires total Villes au Carré</b>	<b>313</b>
<i>Nombre d'exemplaires numériques total Villes au Carré</i>	<b>219</b>

Jacques Quentin, ingénieur en documentation, n'a pas la même fonction de «documentaliste» que dans les autres CDR, la veille est donc partagée dans l'équipe. C'est un gros travail, à structurer mais qui sert de projet commun très intéressant. C'est son expertise qui a permis de construire la base commune remarquée par M. Amidey.

### 3 - Les informations ciblées ou à la demande

Pour renforcer l'accès à l'information, une diffusion ciblée par thème est envoyée par mails régulièrement, pour les informations qui ne sont pas signalées sur le site ou dans la base commune (environ 80 messages spécialisés avec 2 à 3 informations).

	<b>31-déc.-09</b>
<b>Diffusion d'informations ciblées par mail (2 à 5 infos)</b>	<b>80</b>
<b>Base de Contacts nombres de personnes recensées</b>	<b>1300</b>

Progressivement quelques acteurs sollicitent Villes au Carré pour des «questions à la demande». Ce service est appelé à se développer. Ville au Carré peut y répondre en s'appuyant sur les ressources repérées en amont et le réseau des documentalistes.



### 1 - Colloques

#### **Du dispositif adultes-relais à une reconnaissance d'un nouveau métier « médiateur de la ville »?**

- à Poitiers le 30 janvier 2009 (*vidéos en ligne sur le site [www.uptv.univ-poitiers.fr](http://www.uptv.univ-poitiers.fr)*)
- à Orléans le 11 septembre 2009 (*synthèse n°8*)

---

Ces deux journées consacrées aux adultes-relais ont eu lieu le 30 janvier à la MSHS de Poitiers et le 11 septembre au Muséum des Sciences Naturelles d'Orléans. Ces rencontres d'information et d'échanges ont été organisées par Villes au Carré en partenariat avec les SGAR et Acisé des régions Centre et Poitou-Charentes.



Développées depuis quelques années dans les territoires urbains, les activités de médiation conduites par les adultes-relais contribuent à conforter le lien social, à améliorer la cohésion sociale et à faciliter la prise en compte des conflits de la vie quotidienne.

Ces journées avaient pour but de mettre en valeur les missions et les perspectives de qualification des adultes-relais dans nos deux régions. Elles ont permis de mieux reconnaître la fonction de médiation dans les quartiers, en s'appuyant sur des témoignages d'adultes-relais et d'employeurs, à travers quatre questions centrales :

- *Comment un dispositif d'adultes-relais, initié dans les quartiers de la politique de la ville, est mis en œuvre sur le terrain en Poitou-Charentes?*
- *Au-delà du dispositif, la médiation est-elle une mission, une fonction, une compétence et/ou devient-elle un métier ?*
- *Comment évaluer l'utilité sociale de cette fonction ?*
- *Comment accompagner ces professionnels dans une démarche de qualification et de formation ?*

Les deux journées ont été structurées entre la parole institutionnelle, le point de vue d'experts et des témoignages d'employeurs et d'adultes-relais.

## Diversité et égalité des chances dans les fonctions publiques : une question de compétence, un enjeu de performance, le 31 mars 2009 à Tours (synthèse n°6)



Le séminaire de travail Diversité et Égalité des chances dans les fonctions publiques a eu lieu le 31 mars 2009 au Centre de Vie du quartier Sanitas, à Tours. Cette rencontre a été organisée par Villes au Carré, avec le soutien de la direction régionale de l'ACSé Centre, de l'association Ville & Banlieue et de la région Centre.

### Objectifs généraux du séminaire

- *Intéresser les employeurs, dont les élus, et les techniciens aux enjeux de lutte contre les discriminations dans les fonctions publiques.*
- *Présenter un cadrage conceptuel avec des éléments de méthodologie*
- *Rendre compte de certaines actions déjà menées*

Après l'introduction de Cécile Jonathan et Nadia Hamoudi, adjointes au maire de Tours et de Christine Abrossimov, secrétaire générale de la préfecture d'Indre et Loire, Julien Viteau, expert en diversité (Altidem) a réalisé une percutante intervention de cadrage sur les notions de discriminations et d'égalité des chances.

La matinée a été ensuite ponctuée par trois tables rondes.

- Une première table ronde sur "**Mobiliser et engager l'action contre les discriminations : les raisons d'agir**", a réuni Vincent Tison, Maire-adjoint de Joué-Lès-Tours, Martine Brodard, directrice du projet égalité Homme-femme du Conseil Régional Centre, Bernard Bensoussan, chargé de mission à l'association Ville et Banlieue et Patrick Bahegne, directeur régional de la jeunesse et sports Centre.
- La seconde table ronde "**Élus et techniciens, un binôme pour rendre lisible et efficace l'action publique**" a été nourri par les témoignages de Michel Berthier, Mireille Kerbaol et Heïdi Giovacchini, respectivement élus de Poitiers, Lormont et Lyon, ainsi que des techniciens travaillant avec eux sur la mobilisation des villes en faveur de la lutte contre les discriminations (LCD).
- La dernière table ronde de la matinée a réuni les différents points de vue de Thérèse Gallo Villa, représentante syndicale, Guy Chapron, chargé de mission interrégional de la Halde et Yves Ellien, responsable régional formation du CNFPT Centre sur le thème "**Les fonctions publiques, des employeurs comme les autres ?**"

Djouara Si-Ahmed, directrice de l'ACSé Centre a clôturée la matinée par une synthèse des échanges et Cécile Dublanche, directrice de Villes au Carré, a présenté les objectifs de la seconde partie de la journée.

L'après-midi a laissé place à **un atelier technique d'approfondissement sur les outils mobilisables**, animé par Julien Viteau, avec l'intervention d'Anne Audouin de l'ACSé Centre, de Laurence Sauget de la COPEC 37, de Touatia Dergham, du Plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) de Tours, de Laurent Tixier de la DDJS de Châteauroux....mais aussi par le témoignage de celui de la ville de Saint-Herblain.

Cette rencontre a permis de réunir des élus, secrétaires généraux, directeurs de services et de cabinet, responsables de formation ou RH, chargés de mission (etc.) représentants d'État, de collectivités locales et de quelques structures associatives, et de donner des pistes aux personnes qui souhaitent se mobiliser pour faire progresser cette question.

## Forum des villes moyennes de Salbris : Quand le fait d'entreprendre participe au développement durable orienté emploi, le 19 novembre 2009 à Salbris

---



Villes au Carré a organisé, en partenariat avec la ville de Salbris et l'agence Salbris Développement, le 6ème forum des Villes moyennes, sur le thème *Quand le fait d'entreprendre participe au développement durable orienté emploi*, qui s'est déroulé le 19 novembre à la salle des fêtes de Salbris. Ce forum complète ainsi les travaux du 5<sup>e</sup> forum sur le développement durable, facteur d'attractivité des villes moyennes.

Cette journée était organisée dans le cadre du mois de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le développement économique favorise l'attractivité territoriale avec des zones d'activités dédiées pour attirer de nouvelles entreprises, les plus importantes possibles. Mais en complémentarité les collectivités territoriales ont tout intérêt à faciliter la création d'activité par des porteurs de projets locaux, qui vont s'investir sur place et rester.

L'objet du forum 2009 était de parler des entreprises endogènes, comme facteur de cohésion économique et sociale.

Le parcours de la création est difficile et quelques territoires ont développé des structures d'accompagnement, mais des zones ne sont pas encore couvertes. Le contexte institutionnel change avec la création du Pôle emploi, le dispositif NACRE, le statut d'auto-entrepreneur... et il y a une diversité de plus en plus grande de demandeurs dont les besoins en accompagnement sont différents.

Les collectivités territoriales sont de plus en plus sollicitées par les porteurs de projets et souhaitent les orienter au mieux pour contribuer à la création d'emplois nouveaux.

Elles doivent définir leurs stratégies de développement, à différentes échelles territoriales et dans la complémentarité, en favorisant les liens entre environnement, culture, patrimoine, action sociale, urbanisme, éducation et petite enfance... qui sont de nature à participer au dynamisme économique.

Le défi serait que tous les acteurs intègrent la dimension économique dans leur action et leurs projets, et réciproquement.

Le développement durable orienté emploi s'intéresse aussi à la gestion des ressources humaines inemployées, à travers l'action souvent innovante des structures d'insertion par l'activité économique, et à la pérennisation des emplois par des pratiques nouvelles comme celle des groupements d'employeurs.

L'édition 2009 du forum des Villes moyennes de Salbris a permis :

- *de donner aux élus des repères pour agir sur les enjeux d'une politique de développement économique innovante,*
- *d'expliquer le "nouveau contexte institutionnel" de la création d'activité,*
- *de rendre plus lisible la diversité et la complémentarité des opérateurs pour faciliter l'orientation des publics,*
- *de comprendre comment certains opérateurs prennent en compte des publics plus fragiles, demandeurs d'emploi ou bénéficiaire des minimas sociaux, issus des quartiers sensibles ou du rural.*

## Quelle politique de la ville pour demain ?, le 11 décembre 2009 à Poitiers (vidéos en ligne)

---



Villes au Carré a organisé, en partenariat avec l'USH Centre, un colloque sur l'avenir de la politique de la ville, en s'appuyant sur le croisement de points de vue entre élus, institutionnels, professionnels et experts.

Cette journée d'information et d'échanges s'est tenue le 11 décembre 2009, à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société (MSHS) de Poitiers.

L'objectif de cette rencontre était de s'interroger collectivement sur :

- *Comment les bouleversements structurels influent sur la politique de la ville ?*
- *Pourquoi continuer la politique de la ville après la rénovation urbaine ?*
- *Comment la politique de la ville peut faire levier sur les politiques de droit commun ?*

En matinée, après un mot d'accueil par Michel Berthier, conseiller communautaire de l'agglomération de Poitiers, et l'ouverture de la journée par Jean-Patrick Gille, député d'Indre-et-Loire et président de Villes au Carré, les participants ont pu entendre Patrick Savidan, professeur de philosophie sociale et politique à l'université de Poitiers et président de l'Observatoire des Inégalités, Renaud Epstein, maître de conférences en sciences politiques à l'université de Nantes, et Thierry Rivard, sociologue et directeur du Lerfas, pour comprendre les évolutions structurelles de la politique de la ville.

L'après-midi, animée par Laurence Dini (Géreau Conseil) s'est ouvert avec un atelier composé de professionnels qui ont échangé sur l'effet levier des clauses d'insertion dans les Programmes de Rénovation Urbaine.

Une table ronde sur **Quelle politique de la ville pour demain, dans les quartiers « labélisés prioritaires » et dans les autres ?**, a permis, en présence de Jean-Patrick Gille, Michel Berthier, Philippe Vareilles, président de l'USH Centre, et Gilles Coatrieux, directeur des politiques solidaires et de l'attractivité du territoire à la CAC et président de l'APDSU pour la région Centre, d'accueillir Gérard Hamel, député-maire de Dreux (Eure-et-Loir), président de Dreux Agglomération, président du conseil d'administration de l'Anru et co-auteur du rapport parlementaire sur la révision de la géographie prioritaire remis au Premier Ministre le 23 septembre, pour échanger sur les grands axes de ce texte qui préconise de refonder la politique de la ville.

Éric Étienne, Secrétaire Général des Affaires Régionales du Poitou-Charentes a clos ce colloque.

La rencontre a été ponctuée de temps d'échanges pour laisser la place aux débats entre participants et intervenants.

## 2. État des lieux de la mise en œuvre des dispositifs de la politique de la ville

Pour répondre à ses missions de **connaissance des sites et acteurs de terrain** et de **capitalisation d'expériences**, Villes au Carré a encadré des stagiaires pour établir un état des lieux de la mise en œuvre de dispositifs de la politique de la ville.

Chaque état des lieux présente, sous forme de recueil de fiches d'expérience, le dispositif sur son lieu d'application (présentation, contexte, enjeux, actions mises en œuvre, publics cibles, partenaires, points forts...).

Ces états des lieux concernaient les dispositifs Ateliers Santé-Ville, Gestion Urbaine de Proximité et Programme de Réussite Éducative des régions Centre et Poitou-Charentes. Ces travaux ont été présentés aux coordonnateurs des dispositifs dans le cadre de journées d'échanges interrégionales.

### Rencontre d'information et d'échanges sur la gestion urbaine de proximité, le 27 mars 2009 à Tours (synthèse n°5)



Une rencontre interrégionale d'information et d'échanges sur la Gestion Urbaine de Proximité s'est tenue le 27 mars 2009 dans les locaux de l'agglomération de Tours, Tour(s) Plus. Elle a permis de présenter les différentes conventions signées sur les deux régions, et de partager les expériences de chacun sur les conditions de leur mise en œuvre. Cette journée était organisée par Villes au Carré. Elle a réuni une vingtaine de professionnels des villes ou agglomérations des deux régions.

La journée du 27 mars relative à la Gestion Urbaine de Proximité, a réuni des professionnels de huit villes représentant les deux régions. Parmi ces villes, des contextes très différents, avec des quartiers classés en Zone Urbaine Sensible pouvant aller de 1 500 à plus de 15 000 habitants ainsi que des Projets de Rénovation Urbaine s'échelonnant de 31 millions d'euros à près de 350 millions.

Cette diversité rend assez représentatives les différentes attentes qui ont été énoncées lors de cette journée. Parmi ces attentes la question de la participation des habitants est la plus souvent évoquée.

Ils se demandent comment les mobiliser afin de pouvoir travailler ensemble autour de thématiques d'actions. Par quels moyens est-il possible de les informer, notamment sur la question des travaux de rénovation urbaine ? De manière générale, il y a une véritable volonté de la part des différents professionnels qui étaient présents lors de cette journée d'associer les habitants à la démarche de Gestion Urbaine de Proximité.

Les participants se sont également montrés très intéressés par les démarches entreprises ailleurs. Ainsi la journée a été l'occasion de voir comment était mise en œuvre la GUP sur les autres sites, ainsi que de mesurer l'état de son avancement ; voir quelles sont les actions qui sont menées concrètement au-delà de la simple convention.

Pour les personnes chez qui la GUP n'est encore qu'un projet, ce type de journée est également le moyen d'obtenir une aide pour la rédaction de la convention.

Enfin les participants ont abordé la question de la coordination entre partenaires. Il s'agit d'un problème partagé par beaucoup de sites, et qui nuit à la mise en place d'actions concrètes. Il est en effet difficile d'articuler les différents services des villes, agglomérations et bailleurs qui ont des cultures de travail et des compétences différentes.

Toutes les personnes présentes ont insisté sur la qualité des échanges, mais certains points restent à approfondir. La mobilisation des habitants est le point majeur sur lequel les prochaines journées devront se focaliser, puisque les participants ont assez largement exprimé le désir de creuser cette question. Ils se sont aussi montrés désireux de poursuivre l'échange de pratiques, afin de voir quelles actions sont menées en matière de gestion, mais aussi quelles expériences ont réussi.

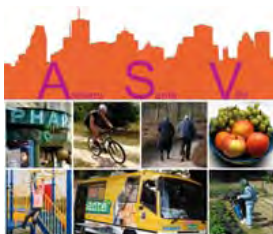
Enfin la question des participants a été soulevée puisque l'un d'eux propose d'organiser une prochaine journée avec les élus.

La confrontation interrégionale a permis d'élargir les points de vue et de trouver des initiatives ailleurs qui peuvent être adaptées ou transposées. Ceux pour qui la convention est à préparer ou à finaliser ont ainsi bénéficié directement des enseignements de ceux qui sont plus avancés.

Les échanges continuent bien-sûr au-delà de cette journée.

## **Rencontre interrégionale d'information et d'échanges sur les Ateliers Santé-Ville,**

le 9 avril 2009



La journée d'échanges sur les Ateliers Santé-Ville des régions Centre et Poitou-Charentes s'est déroulée le jeudi 9 avril 2009 à Tours.

C'est dans la salle polyvalente du centre de vie des Sanitas, à Tours, que s'est tenue la journée d'échanges sur les Ateliers Santé-Ville des régions Centre et Poitou-Charentes organisée par Villes au Carré, avec le soutien des SGAR, GRSP et ACSé. Cécile Jonathan, adjointe au maire de Tours et déléguée à la petite enfance, la jeunesse, la famille, la santé et les handicapés est venue accueillir et introduire la rencontre interrégionale, animée par Cécile Dublanche, directrice de Villes au Carré.

Sur les 13 ASV présents dans les deux régions, (6 en région Centre et 7 en région Poitou-Charentes), 9 ont pu participer à cette journée.

En début de matinée, un premier tour de table a permis de montrer le rôle des institutions (SGAR, DRASS, DDASS et GRSP des régions Centre et Poitou-Charentes) auprès des Ateliers Santé-Ville et de présenter brièvement le contexte local de chaque ASV par les coordonnateurs et chargés de missions concernés.

Estelle Péricard, chargée de mission à Villes au Carré et Sandra Gilbert, étudiante en master 2 Évaluation des politiques publiques à l'université de Tours et stagiaire à Villes au Carré, ont exposé les éléments recueillis par le centre de ressources sur les ASV des régions. À partir d'une simplification des fiches de la DIV, des entretiens ont été réalisés auprès des coordonnateurs et chargés de missions des différents sites et ont donné lieu à la construction de fiches de présentation des ASV.

En début d'après-midi, Danièle Reuiller, chef de projet politique de la ville et coordinatrice de l'ASV, et Kathleen Biais, chargée de mission, ont présenté l'ASV de Tours et ses objectifs :

- Réduire les freins à l'accès aux soins
- Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention adaptées
- Prévenir les conduites à risques et promouvoir l'équilibre alimentaire
- Renforcer la coordination des différents professionnels intervenant sur les quartiers prioritaires

Un premier temps d'échanges autour du diagnostic santé et des outils de mobilisation des habitants a été animé par Estelle Péricard et Cécile Dublanche. Deux sites ASV ont pu témoigner de leur expérience avec l'institut Renaudot (démarche en santé communautaire).

Un second temps d'échanges s'appuyant sur la circulaire du 20 janvier 2009 sur la mise en place des Contrats Locaux de Santé (CLS) au sein des CUCS, a été animé par Solenn Kerviel, chargée de mission au Groupement Régional de Santé Publique du Centre (GRSP Centre), avec l'appui d'Anne Gueguen, directrice adjointe de la DRASS Centre.

### Quelques retours sur la journée

Tout au long de cette journée, les thèmes abordés et la place laissée aux échanges ont été très appréciés. Les participants ont été sensibles à la dimension interrégionale de la journée, aux exemples d'actions concrètes, à la prise en compte des préoccupations des acteurs de terrain, et à la diversité des points de vue (professionnels ASV et institutionnels) qui ont permis des échanges fructueux. Grâce à ces échanges, les personnes présentes ont pu approfondir leurs connaissances du sujet par des expériences de terrain, rencontrer et prendre des contacts avec des professionnels, ou encore développer un partenariat pour l'appui méthodologique des démarches territoriales de santé.

## Journée d'information et d'échanges sur les Programmes de Réussites Éducatives des régions Centre et Poitou-Charentes, le 11 juin 2009

---



Le 11 juin 2009, Villes au Carré a organisé à l'ITS Tours, en partenariat avec le LERFAS, une rencontre à destination des professionnels de politique de la ville sur la réussite éducative. Cette rencontre a rassemblé une 50aine de participants (élus, chefs de projets CUCS, coordonnateurs PRE, référents de l'Etat, délégués du préfet...) et a donné lieu à des échanges fructueux.

Durant la matinée, une synthèse de l'État des lieux des PRE des régions Centre et Poitou-Charentes a été présentée, suite à un travail réalisé par les stagiaires de l'ITS de Tours.

Elle a donné suite à des échanges d'expériences autour de deux sujets : le lien famille-école et l'apport des équipes pluridisciplinaires.

Serge FRAYSSE, directeur du service Education santé du département Cohésion sociale et territoriale de l'Acisé, a contribué aux échanges de la matinée, en réagissant sur l'état des lieux réalisés, confirmant plutôt la tendance nationale. Il a également éclairé les participants sur l'avenir du dispositif.

L'après-midi, Thierry Rivard, du cabinet Lerfas, a animé un atelier de l'évaluation sur la question de l'évaluation des parcours, à partir de l'expérience de Joué-Lès-Tours.

Il a apporté des outils méthodologiques et conseils aux participants.

Ces journées ont permis de constituer des réseaux de professionnels qui sont régulièrement alimentés par informations et actualités ciblées, au-delà des informations du site internet.

Elles ont permis de créer des liens plus directs avec des professionnels et d'élargir les publics de Villes au Carré au-delà des CUCS.

Les documents produits sont très régulièrement consultés ou téléchargés.

### **Rencontre régionale APDSU Centre / Villes au Carré : La nouvelle organisation de l'État local – Pause Santé Argonne (Orléans), le 13 octobre 2009 à l'agglomération d'Orléans Val de Loire**

---



Villes au Carré s'est associé à l'Association des Professionnels du Développement Social Urbain (APDSU) pour organiser une journée régionale sur « La nouvelle organisation de l'État local pour la politique de la ville » et la « Pause Santé Argonne ».

Cette journée s'est déroulée le mardi 13 octobre 2009, à l'agglomération d'Orléans Val de Loire.

Elle a réuni 37 participants.

Cette rencontre portait sur la question de la nouvelle organisation de l'État local, notamment à travers les missions des délégués du Préfet en région Centre.

Après l'ouverture de la journée par **Jean-Pierre Perron**, président de l'APDSU, et un mot d'introduction de **Cécile Dublanche**, directrice de Villes au Carré, la parole a été donnée aux délégués du préfet, à travers les témoignages de **Pierre Borde** (Tours) **François Dalby** (Blois) et **Nadine Coullaré** (Beauvais, Oise).

Les participants ont pu ensuite échanger sur le rôle et les missions des nouveaux délégués du préfet, leurs objectifs et priorités d'intervention, les liens et collaborations avec les équipes des CUCS, les acteurs du développement social et urbain, les porteurs de projets...

En fin de matinée, **Brigitte Giovannetti**, future directrice-adjointe de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de la région Centre, a présenté la future DRJSCS (objectifs, acteurs, organisation, pilotage)

En début d'après-midi, les participants ont été accueillis par **Isabelle Baranger**, vice-présidente de la cohésion sociale à l'Agglo Orléans Val de Loire, et conseillère municipale déléguée de la ville d'Orléans.

Après la présentation du quartier de l'Argonne et du dispositif "Pause Santé Argonne", les participants ont visité le quartier de l'Argonne à Orléans, en présence de **Alexandrine Leclerc**, adjointe au maire d'Orléans pour la politique de la famille.



### 3- Visite de terrain

**Auxerre, le pari de la rénovation urbaine durable**, le 2 juillet 2009 (visite de sites PRU, pilotes en développement durable et en communication, *synthèses n°7a – 7b*)



Villes au Carré a organisé le 2 juillet 2009 une visite de terrain à Auxerre. Cette visite, prioritairement à destination des élus, a permis de voir la réalisation d'une démarche globale de la ville, d'un projet de rénovation urbaine innovant sur le développement durable, le pilotage du projet et la participation des habitants, dans une ville plutôt connue pour son patrimoine historique... et son équipe de football.

Cette visite était organisée en **continuité du 5<sup>e</sup> Forum des villes moyennes de Salbris sur le Développement Durable (co-organisé par Villes au Carré en 2008)**.

Auxerre, 38 000 habitants, chef-lieu du département de l'Yonne (Bourgogne) a signé dès 2005, une des premières conventions de rénovation urbaine pour un projet innovant à caractère environnemental.

Site concerné : le quartier populaire des Brichères, situé aux franges urbanisées de la commune, qui allait donner lieu, au terme de la démolition / reconstruction, à l'éco-quartier inauguré l'an dernier.

Pierre Guilbaud était intervenu à Salbris pour présenter cette expérience lors du 5<sup>ème</sup> Forum des Villes Moyennes de Salbris sur le développement durable.

L'intérêt immédiat suscité alors auprès des participants avait convaincu Villes au Carré d'organiser à Auxerre une visite de terrain pour les élus, leurs collaborateurs et leurs partenaires.

Il nous est apparu que l'exemple auxerrois ne valait pas seulement par le caractère pionnier d'une opération ANRU, intégrant avant les autres la dimension du développement durable... mais que celle-ci devait être resituée dans un projet politique global de ville durable.

C'est bien ce projet dont la visite du 2 juillet voulait faire saisir la nature et la cohérence.

- *Comment une ville moyenne – ville d'art et d'histoire connue pour l'excellence de son terroir et de son stade mais confrontée aux exigences du développement social et de la rénovation urbaine – travaille-t-elle son projet de ville de sorte que tous ses quartiers s'y reconnaissent, changent d'image et le regard qu'on leur porte?*
- *Comment un quartier populaire peut devenir attractif ?*
- *Comment faire de l'agenda 21 le point de convergence des projets urbains et la matrice d'autres projets d'aménagement durable, comme celui d'une zone d'activité économique ?*

Pour le comprendre, Villes au Carré a invité les élus à participer à une visite de terrain, avec les responsables et les opérateurs concernés, pour appréhender la vision et l'impulsion politiques, l'organisation des services de la ville et la constitution d'une équipe de projet dédiée, le management de la démarche et l'animation d'une concertation publique fondée sur de nouveaux outils.

La veille au soir avaient été organisés une visite du secteur sauvegardé de la ville et un dîner d'échanges.

Cette journée riche et conviviale a permis à chacun à la fois de découvrir, échanger et trouver une réponse à ses propres questions et de nouvelles idées pour agir.

## 4- Les ateliers de l'évaluation

En 2009, Villes au Carré a organisé un cycle d'ateliers construits à partir des expériences des sites engagés dans des démarches d'évaluation, en partenariat avec les SGAR Centre et Poitou-Charentes et AIRE 198. Thierry Rivard, sociologue et directeur du LERFAS, a été retenu pour poursuivre l'animation de ces ateliers collectifs et l'appui plus spécifique pour quelques sites qui en ont fait la demande.

**Deux séances préparatoires** se sont tenues avant le démarrage des ateliers 2009 :

- le **26 janvier 2009** à Angoulême avec les élus et techniciens des agglomérations d'AIRE 198 pour préparer les cahiers des charges des évaluations des CUCS. Cette réunion a été préparée avec Thierry Rivard sur les projets de rédaction et a permis d'ajuster les documents.
- Le **18 mars 2009**, une réunion a été proposée aux professionnels des villes et agglomérations, complétée de deux conférences téléphoniques, pour recueillir les besoins et les attentes des acteurs sur la session d'ateliers 2009.

**Six fiches-repères ont été réalisées** à l'issue de chaque atelier et sont téléchargeables sur le site internet du centre de ressources :

Ces fiches viennent compléter le mémento de l'évaluation préparé l'année dernière.

Des documents annexes complémentaires sont téléchargeables sur le site internet de Villes au Carré, comme la présentation de l'enquête de Tours sur la perception des habitants, les questions évaluatives du CUCS d'Amboise à travers l'axe "emploi", les résultats de l'évaluation du PRU de Châteauroux ou de l'évaluation du CUCS de Niort.

Les fiches constituent un dossier complet pour résumer toutes les séances, elles sont réappropriables par des personnes qui n'auraient pas pu participer.

Elles sont très appréciées et font référence au-delà des deux régions.

Les ateliers se sont appuyés sur les pratiques des référents CUCS, à partir de leurs travaux en cours, comme autant de support d'illustrations concrètes des apports méthodologiques et d'échanges interactifs entre professionnels.

Des échanges téléphoniques et des conseils par mails, assurés par Thierry Rivard, ont complété ces séquences, notamment sur les cahiers des charges qui ont été rédigés tout au long de l'année. Des séances complémentaires « de rattrapage » sont prévues avec Vendôme et Dreux.

Il ne s'agissait pas de mener qu'un travail sur l'évaluation des CUCS, mais de trouver des méthodes transposables à tous les dispositifs et de faciliter leur croisement à l'occasion de l'évaluation.

Si les CUCS ont été au cœur de l'atelier, compte tenu de la période, la question de l'évaluation des PRE et des PRU a été aussi travaillée, puisque l'évaluation des CUCS interroge les volets "cadre de vie" ou "éducation" par exemple.

Les publics cibles sont les acteurs de la politique de la ville : des chefs de projet et chargés de mission des villes et agglomérations, des référents État politique de la ville et délégués du Préfet, des élus.

Des questionnaires ont été remis sous format papier ou numérique après chaque séance. Les réponses sont toujours « favorables » à « très favorables ».

La compétence reconnue de Thierry Rivard, enseignant-chercheur sur l'évaluation des politiques publiques à Tours (directeur du master d'évaluation des politiques publiques), et la continuité de ses interventions depuis 2007 ont permis d'approfondir la connaissance des sites et de répondre à leurs besoins, de manière interactive, en séance, par mail ou par téléphone, à la demande.

En l'absence de démarche d'évaluation régionale, il sera difficile de tirer des enseignements de l'ensemble des évaluations (très différentes d'un site à l'autre). D'ailleurs, les moyens humains et financiers pour mettre en œuvre l'évaluation sont très différents d'un site à l'autre.

Les démarches d'évaluation ont été mieux engagées pour les sites qui ont souhaité se faire aider sur la rédaction du cahier des charges.

Une meilleure maîtrise des étapes dans les démarches d'évaluation est repérable. Les échanges entre participants ont été d'autant plus riches, compte tenu de la diversité des publics (État, collectivités, région Centre ou Poitou-Charentes).

Il est certain que c'est en début de contrat que la démarche d'évaluation doit être pensée, à partir du diagnostic et du projet stratégique. Les moyens de suivi pourront aussi être améliorés.

**Ces ateliers ont contribué à la qualification des acteurs pour la préparation d'une possible future contractualisation et l'évaluation des politiques publiques en général.**

***Fiche repère n°1 : L'élaboration d'un cahier des charges (le 17 avril)***

Cette fiche est issue de réunions de travail sur la réalisation d'un cahier des charges pour l'évaluation des CUCS :

- le **27 janvier 2009** avec AIRE 198,
- le **18 mars 2009** avec des chefs de projets
- lors de l'atelier de l'évaluation du **17 avril 2009**.

Elle s'appuie sur les travaux menés à partir des exemples non finalisés des cahiers des charges de la Communauté d'agglomération de Poitiers, de la Communauté d'agglomération du pays Rochefortais et de la Communauté d'agglomération de Niort, qui ont permis leur amélioration dans une démarche interactive.

***Fiche repère n°2 : La construction d'un tableau de bord de suivi (le 27 mai au matin)***

L'atelier de l'évaluation du **27 mai 2009** au matin avait pour finalité d'aider les acteurs à améliorer leurs outils de recueil des informations sur la mise en œuvre du CUCS, pour optimiser l'évaluation in fine.

À partir d'outils utilisés par les différents sites de la politique de la ville, la séance a permis de proposer la consolidation d'un tableau de bord type, faisant la synthèse des différentes pratiques.

*Ce tableau sera d'autant plus efficace s'il est utilisé par les partenaires locaux, avec un outil collaboratif accessible par Internet.*

**Fiche repère n°3 : Les méthodes d'enquêtes qualitatives et quantitatives et de recueil de données** (le 27 mai après-midi)

Les acteurs de la politique de la ville sont de plus en plus mobilisés par la construction d'outils de suivi, la recherche d'indicateurs, le recueil de points de vue sur la mise en œuvre des actions... privilégiant des approches quantitatives, à travers des exploitations statistiques (voir la fiche repère n°2 : la construction d'un tableau de bord).

Cependant, conscients de la complexité des phénomènes à étudier, ils ont demandé à Villes au Carré de leur apporter des outils méthodologiques pour engager des démarches qualitatives complémentaires.

Cette fiche issue de l'**atelier du 27 mai 2009** après-midi reprend les principales familles de méthodes utilisées dans les sciences sociales : l'observation directe, l'entretien, l'enquête par questionnaire, la valorisation de données pré-existantes, comme autant de points de repères pour la conduite d'enquêtes.

Chacune des méthodes fait l'objet d'une présentation générale. **Élodie Dambrine**, chargée de projet "politique de la ville", à Tour(s)Plus, a illustré la méthode d'enquête qualitative, par sa présentation de l'enquête d'opinion réalisée auprès des habitants de l'agglomération de Tours en 2003, 2006 et 2009.

Il est conseillé aux futurs commanditaires que pour chacune d'entre elles, le prestataire procède à une phase de test avant toute démarche de recueil systématique (voir la fiche repère n°1 : l'élaboration d'un cahier des charges).

**Fiche repère n°4 : Mesurer les effets d'un programme à travers l'évaluation des trajectoires, avec l'exemple du PRE de Joué-Lès-Tours** (le 11 juin)

La remobilisation des personnes et l'évolution de leur situation est une finalité des politiques publiques de cohésion sociale. La question des trajectoires est devenue centrale pour mesurer l'impact des différents dispositifs mis en œuvre (logement, insertion, qualification...).

La trajectoire peut être "spatiale", comme lors d'un relogement (avec amélioration de la catégorie du logement) et/ou "sociale" quand la personne se remet en mouvement pour la recherche d'un emploi par exemple. Ce changement individuel est d'autant plus important qu'il a des effets collatéraux sur l'entourage, la famille...

L'**atelier du 11 juin 2009** a été organisé à la suite de la synthèse de l'état des lieux des PRE des régions Centre et Poitou-Charentes, réalisé de février à mai 2009 par des stagiaires de l'Institut du Travail à Social de Tours. Après la présentation de cet état des lieux, un débat s'est engagé avec les coordonnateurs PRE et chefs de projets CUCS sur le lien famille-école et les équipes pluridisciplinaires.

L'après-midi a permis d'apporter aux participants un appui méthodologique sur l'évaluation des parcours, en revenant notamment sur le travail réalisé par le Lerfas avec le PRE de Joué-Lès-Tours.

Cette fiche reprend les repères méthodologiques expliqués pour l'évaluation des parcours, à partir de l'exemple de la réussite éducative à Joué-Lès-Tours et des expériences des coordonnateurs. La méthode est transposable pour "reconstituer" d'autres types de trajectoires comme, par exemple, des trajectoires résidentielles dans le cadre d'un PRU.

**Fiche repère n°5 : L'évaluation d'un Programme de Rénovation Urbaine, à travers l'exemple du PRU de Châteauroux** (le 24 septembre),

Villes au Carré a organisé, en partenariat avec la Communauté d'agglomération Castelroussine, une journée d'échanges sur l'évaluation des projets de rénovation urbaine, à travers l'exemple du PRU de Châteauroux. Cette rencontre s'est tenue le 24 septembre à Châteauroux.

La Communauté d'Agglomération Castelroussine (CAC) est un des premiers sites en France à avoir terminé son Programme de Rénovation Urbaine ainsi que son évaluation, menée avec le cabinet CIRESE à la demande de l'ANRU, et avec la mobilisation des partenaires.

Les questions évaluatives posées ont porté sur trois grandes thématiques :

- La portée du projet urbain (attractivité du quartier, le désenclavement, le peuplement, la mixité sociale, l'amélioration des conditions de vie, la promotion sociale des habitants)
- La construction partenariale du projet (sur la conception architecturale et urbaine, en inter-bailleur, avec quels dispositifs partenariaux)
- La dimension du développement territorial (lien entre CUCS et PRU, rôle sur le développement économique)

La CAC ayant souhaité partager son expérience sur la conduite de son projet, cette atelier a permis d'appréhender de manière concrète une démarche d'évaluation d'un PRU et d'apprendre à mesurer ses impacts sur le cadre et les conditions de vie des habitants.

**Fiche repère n°6 : Les CUCS ont-ils produit du changement sur l'action publique dans les quartiers ?**, synthèse des premières évaluations nationales des CUCS à travers l'examen des différents volets thématiques (le 26 novembre).

La dernière session des ateliers de l'évaluation de la politique de la ville, organisés par Villes au Carré, s'est tenue aux Halles de Tours, le 26 novembre 2009. Cette journée-bilan a permis de tirer les enseignements de différentes évaluations des CUCS menées sur les sites, à partir des expériences locales.

Cette journée était organisée en 5 temps :

- Retour des démarches engagées et restitution des travaux du SG CIV sur l'évaluation par thématiques des CUCS
- Résultats obtenus
- Communication et valorisation des résultats
- Modifications préconisées pour les CUCS 2010
- Une conclusion sur les ateliers 2009 a clos la journée.

*Des éléments de repères bibliographiques sont disponibles sur la **fiche-couverture de présentation**.*

## 5 - Les ateliers de l'observation



Dans la continuité des ateliers menés depuis fin 2007, Villes au Carré accompagne, en partenariat avec l'IAAT Poitou-Charentes, les professionnels de la politique de la ville et les référents de l'État sur l'utilisation des données concourant à une meilleure connaissance infra-locale. L'année 2009 a réinterrogé tous les éléments de connaissance à travers les nouveaux chiffres de l'INSEE, les discussions autour de la révision de la géographie prioritaire et les indicateurs pertinents pour l'évaluation des CUCS. En 2009, Villes au Carré a proposé un programme d'ateliers de l'observation, avec **deux rencontres interrégionales** sur l'observation avec l'IAAT Poitou-Charentes :

- Le repérage des éléments de caractérisation de décrochage des quartiers , le 18 juin 2009 à Poitiers
- Lecture comparée des ZUS Centre et Poitou-Charentes, premiers éléments d'analyse le 22 octobre 2009 à Poitiers

### **1/ Le repérage des éléments de caractérisation de décrochage des quartiers , le 18 juin 2009 à Poitiers**

Villes au Carré a organisé, en partenariat avec l'IAAT Poitou-Charentes, une réunion de travail autour du repérage des éléments de caractérisation de décrochage des quartiers, le 18 juin 2009 à Poitiers.

L'atelier du 18 juin "Appui méthodologique pour repérer et utiliser des éléments de caractérisation de décrochage des quartiers" a porté sur l'étude des 14 critères préconisés dans le cadre de la révision de la géographie prioritaire déterminés dans le livre vert et l'identification de quelques indicateurs complémentaires pertinents.

Cet atelier a permis de revenir sur trois points déterminants pour la révision de la géographie prioritaire, en bénéficiant de l'expertise de l'IAAT Poitou-Charentes, dans un objectif de qualification partagée :

- Les zonages, compte tenu de la demande de simplification et de l'hypothèse discutée de suppression à court ou moyen terme.
- Les indicateurs de connaissances locales.
- La solidarité locale et nationale, avec travers la mesure des écarts entre les quartiers et agglomérations.

### **2/ Lecture comparée des ZUS Centre et Poitou-Charentes, premiers éléments d'analyse le 22 octobre 2009 à Poitiers**

Villes au Carré a organisé, en partenariat avec l'IAAT Poitou-Charentes, un atelier de l'observation des quartiers en politique de la ville, le 22 octobre 2009 à Poitiers, en complément de celui du 18 juin 2009.

Dans le cadre de la révision de la géographie prioritaire, ce deuxième atelier de l'observation a eu pour objet de poursuivre les échanges sur les éléments de connaissance des territoires prioritaires, à travers une lecture comparée de la situation des ZUS des régions Centre et Poitou-Charentes, au regard des 14 critères préconisés dans le livre vert et mentionné dans le rapport de la mission parlementaire sur la révision de la géographie prioritaire et renseignés par l'INSEE en juillet 2009.

L'IAAT Poitou-Charentes a contribué à ces travaux en qualité d'expert de l'observation territoriale. Juliette Mangin, chargée de mission à l'IAAT Poitou-Charentes, a co-animé avec Villes au Carré les ateliers 2009 de l'observation.

Ces ateliers du 18 juin et du 22 octobre 2009 ont proposé un appui méthodologique sur l'utilisation et l'analyse des données et une lecture comparée de la situation des ZUS des régions Centre et Poitou-Charentes.

La synthèse des travaux menés en partenariat avec l'IAAT Poitou-Charentes est téléchargeable sur le site internet de Villes au Carré.

## **6 - Recherche-action sur les NTIC : l'utilisation des outils numériques (web 2.0) par une communauté de professionnels**



Dès le lancement du centre de ressources, l'équipe de Villes au Carré s'est interrogée sur la place des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans la réussite du projet.

À la sortie de sa préfiguration, début 2009, Villes au Carré a mené des recherches sur les NTIC pour apporter au travail en équipe une dimension collaborative (agenda partagé, écriture d'un document à plusieurs, partage de documents, veille partagée...).

Fort de son expérience, le centre de ressources a décidé de continuer cette recherche-action, par l'intermédiaire d'un focus-group, en accompagnant les acteurs de la politique de la ville, dans le but de les aider dans l'animation d'un groupe de travail ou d'une communauté de pratiques.

Une première réunion de lancement a eu lieu le 2 juin 2009 et a permis, à partir des usages de Villes au Carré et de professionnels de l'inter-région, de montrer aux acteurs présents les possibilités qu'offrent les NTIC.

En 2009, le focus-group NTIC a fédéré plusieurs expériences faisant appel au NTIC :

- usage de GoogleSite pour l'animation du CUCS à Rochefort
- mise en place d'un GoogleSite pour l'animation d'un groupe de travail sur la GUP

*(Cf. sur le site internet de Villes au Carré, le compte-rendu de la réunion de lancement)*

## **7 - Contribution à la concertation sur l'évolution de la politique de la ville**

Compte tenu de l'actualité sur la réforme annoncée de la politique de la ville, Villes au Carré s'est mobilisé sur la concertation du livre vert :

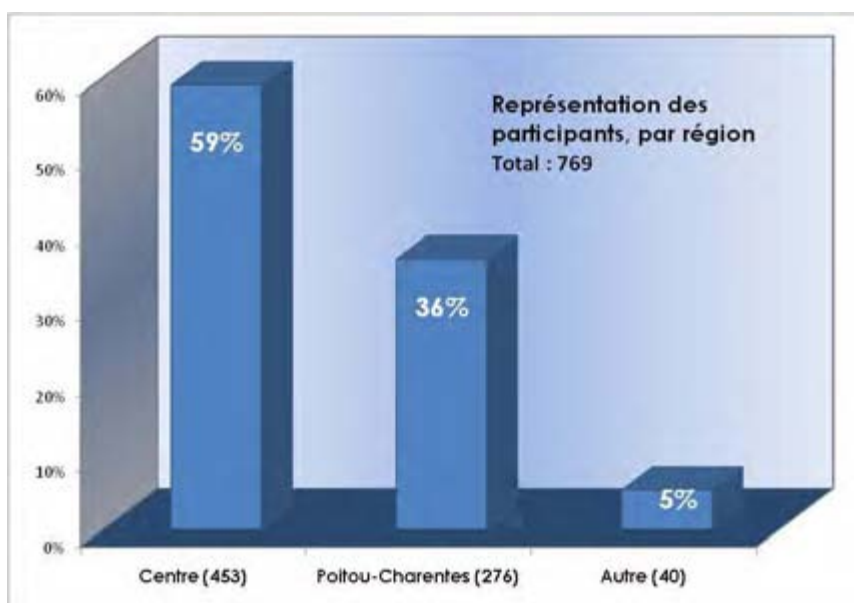
- en participant à une réunion d'Aire 198 sur le sujet
- en organisant un débat au conseil d'administration du 4 mai 2009
- avec l'audition de MM. Gille et Dauge par M. Hamel, député Le conseil d'administration du 4 mai a permis de préparer une audition de M. Dauge et de M. Gille par M. Hamel et de rédiger un avis qui a été repéré dans les annexes du rapport parlementaire «une conception rénovée de la politique de la ville»

*(Cf. sur le site internet de Villes au Carré, la contribution de Villes au Carré à la mission parlementaire sur la réalisation de la géographie prioritaire et le livre vert, devant M. le Député Gérard Hamel, avec Jean-Patrick Gille, Président de Villes au Carré, et Yves Dauge, administrateur).*

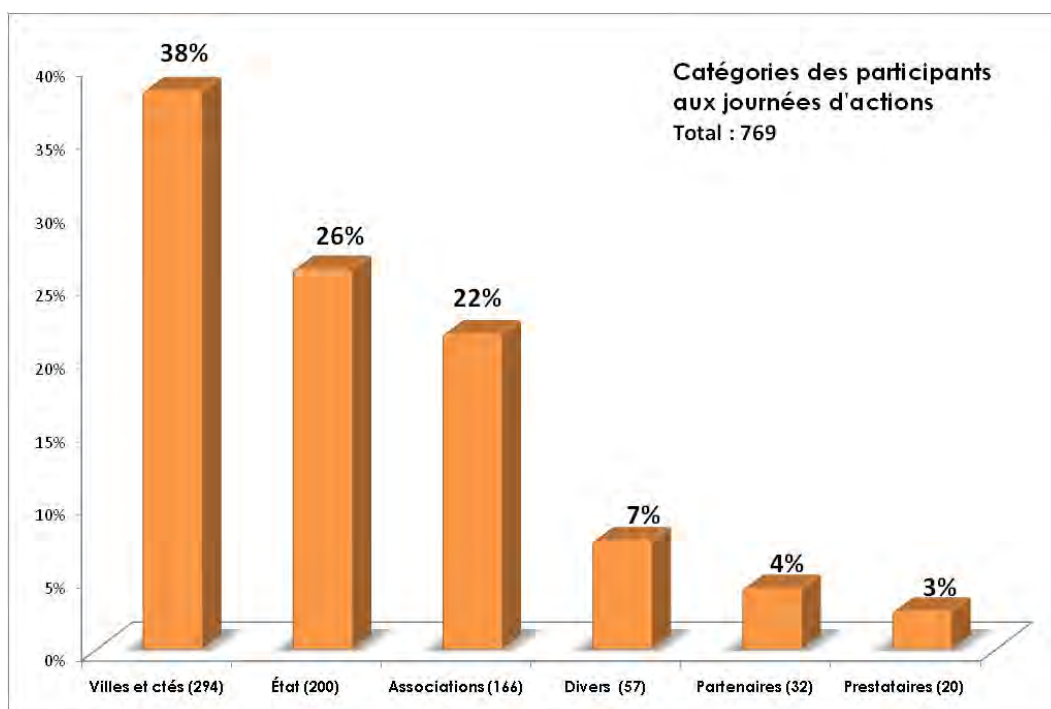
La gestion des contacts et des inscriptions a été structurée, ce qui permet de produire un tableau de synthèse sur la participation aux manifestations organisées par Villes au Carré.

## 1- Actions

Représentation des participants par région (769 participants)

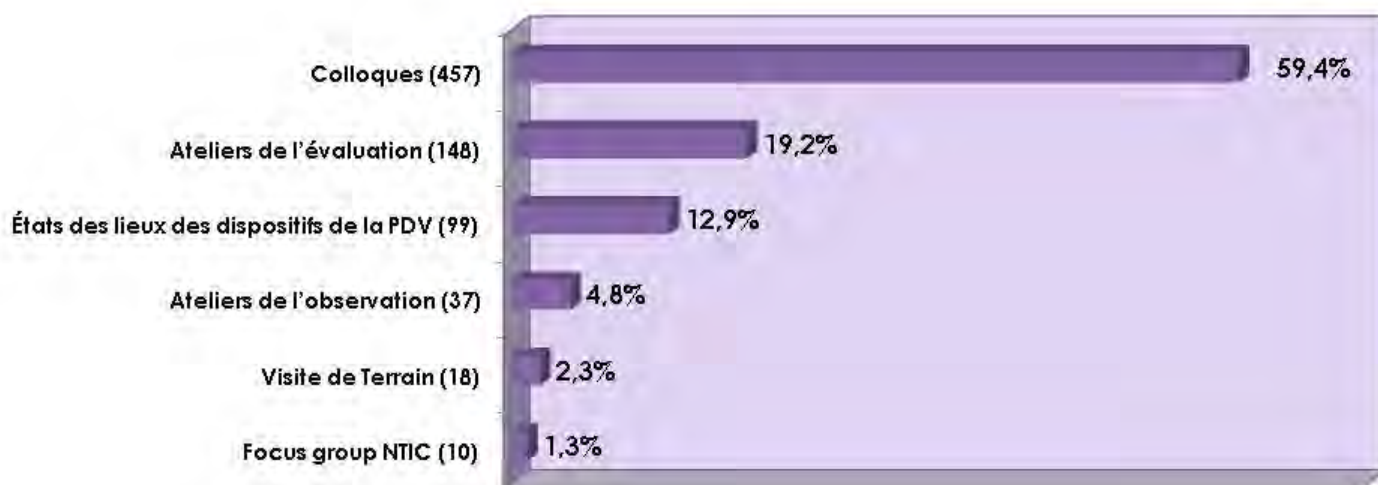


Catégorie des participants (769)





## Nombre de participants par type d'évènements



## 2-Site internet

### Statistiques générales

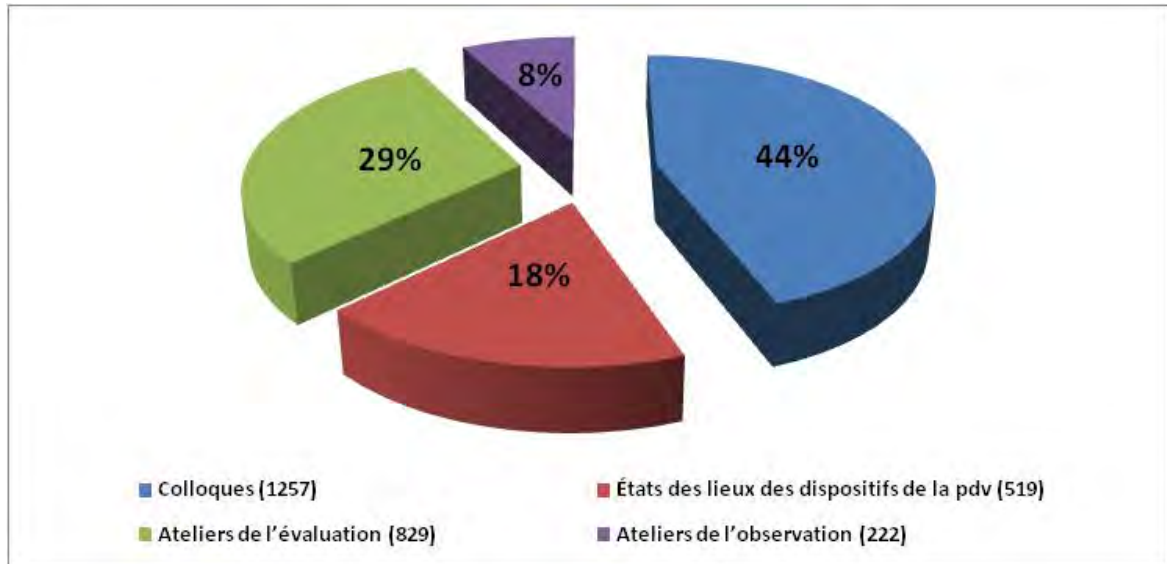
Fréquentation du site internet depuis le 26 février 2009 (date de lancement)	31-déc.-09
Nombre de visites	12 845
Visiteurs uniques	7 428
Nombre de visites par jour ouvré	55
Nombre de pages vues par visites	3,68
Temps passé par visite	3 min 04

Synthèse géographique \* Ces chiffres sont à interpréter avec précaution, car l'outil d'analyse ne localise pas la personne qui visite le site internet, mais le « routeur » le plus proche qui lui fournit sa connexion.

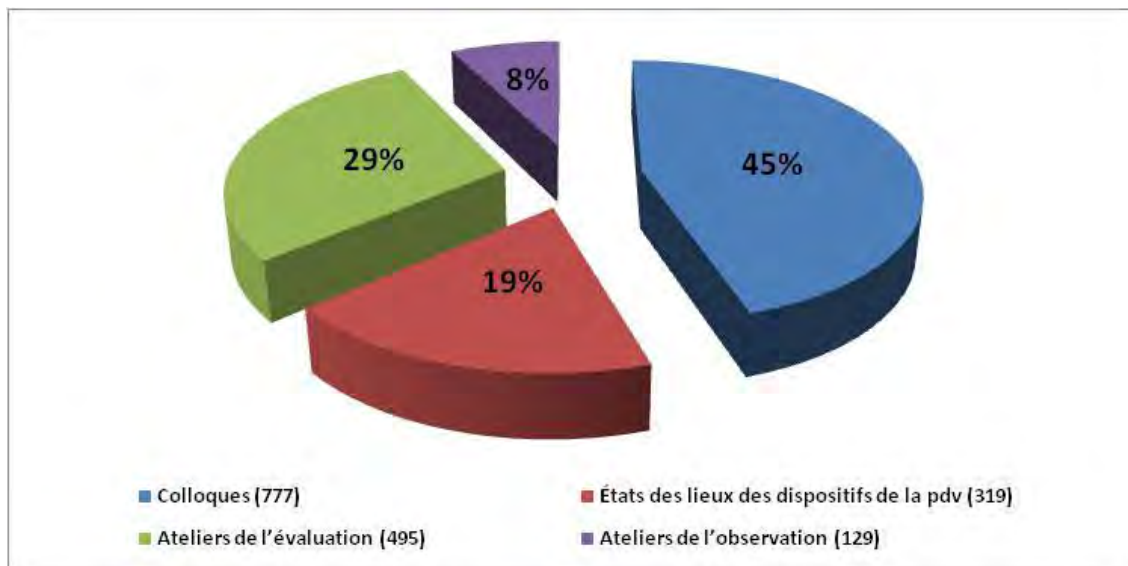
Villes	Visites
Paris	4 002
Tours	1 496
Orléans	1 029
Poitiers	609
Lyon	334
Nantes	244
Blois	225
Bordeaux	210
Lille	198
La Rochelle	166

Fréquentation du site internet, par type de journées d'actions (du 26.02.09 au 31.12.09)

En nombre de consultations



En nombre de visiteurs uniques



## CONCLUSION

---

2009 a été une année très intense d'activités... tout en restant une année de sortie de la préfiguration et de « rodage ».

La sortie de la préfiguration a été évidente... ce qui montre le chemin parcouru depuis le lancement de l'association de préfiguration. Les membres fondateurs ont assuré la continuité de leur soutien, malgré les changements de personne. Le nombre de villes et communautés adhérentes a confirmé l'utilité de ce centre de ressources.

Villes au Carré a trouvé sa place dans le paysage de la politique de la ville des deux régions, et, dans une certaine mesure, nationalement par sa participation active au réseau des centres de ressources, et au vu de la consultation du site internet.

L'équipe, renouvelée sur le poste de secrétariat et avec l'arrivée d'une apprentie, s'est beaucoup investie.

Les résultats du bilan financier montrent que les prévisions étaient justes.

Les chiffres de fréquentation témoignent de l'intérêt du programme, sans mentionner toutes les personnes qui ne sont pas disponibles ou qui sont trop éloignées. Les taux de consultation du site internet sont très positifs, au-delà de ce qui avait été imaginé.

Au-delà du nombre de fréquentation, c'est la qualité des journées, la satisfaction des participants (au vu des questionnaires remplis), et la fidélité de plusieurs acteurs qui sont des signes d'encouragement.

Si l'année se termine bien pour l'association, l'année qui arrive est chargée d'incertitudes avec toutes les réformes en cours et les changements d'interlocuteurs attendus.

Villes au Carré a cherché à anticiper en prenant les contacts possibles, en commençant à analyser les chiffres de l'INSEE qui serviront a priori à la révision annoncée de la géographie prioritaire. Le centre de ressources a participé autant que possible aux débats en cours, par son avis sur le livre vert et avec l'audition de MM. Gille et Dauge par M. Hamel, dans le cadre du rapport parlementaire Hamel et André.

Rien n'est acquis, mais face à la complexité accrue avec le rythme des réformes des politiques publiques et de l'évolution de la société, la nécessité d'une fonction ressource mutualisée est manifestement très utile et attendue.

Il reste à Villes au Carré de communiquer davantage sur sa stratégie et sa finalité, de développer de nouveaux partenariats, d'obtenir de nouvelles adhésions, et d'adapter son activité aux besoins et aux soutiens obtenus.

La veille nationale et territoriale permet à Villes au Carré d'être en vigilance constante pour anticiper au mieux les évolutions structurelles.

## Contactez-nous :

Villes au Carré - 4 allée du Plessis - 37000 TOURS

Tél : 02 47 61 11 85 - fax : 02 47 20 72 87

Mail : [villesaucarre@villesaucarre.org](mailto:villesaucarre@villesaucarre.org)

Site : [www.villesaucarre.org](http://www.villesaucarre.org)

Nouveaux  
outils en  
2010 !

### Les brèves de Villes au Carré

**Blog d'informations et d'actualités** sur la cohésion sociale et territoriale, ciblé pour les acteurs des régions Centre et Poitou-Charentes.

***<http://breves-villesaucarre.blogspot.com>***

### CoSoTer

**Bibliothèque mutualisée en ligne** donnant accès à des ressources spécialisées sur la cohésion sociale et territoriale.

***<http://cosoter-ressources.info/opac/>***